

LA DROITE EN FRANCE ET EN SERBIE : IDEES, VALEURS, ACTION

Résumé

La montée en puissance de la droite, et notamment de certains de ses courants, est une tendance manifestement présente sur le continent européen depuis plusieurs années déjà; on dirait même que cette affirmation est devenue le lieu commun le plus fréquent dans le discours politique au niveau européen. Dans ce contexte, compte tenu d'une simplification médiatique considérable de l'échiquier politique européen, mais aussi d'une déformation, consciente ou pas, de la réalité, il serait utile de se rappeler de manière objective les idées et les valeurs les plus importantes des mouvements et partis de droite, en l'occurrence en France et en Serbie, mais également indiquer les lignes directrices de leur action et les formes d'organisation dans la période contemporaine.

Mots-clés: *droite, idées, valeurs, tradition, héritage.*

Introduction

La France et la Serbie, en tant que pays que beaucoup de choses séparent mais d'autre part également relie à travers leur appartenance commune à la civilisation et à la culture européennes, la première étant une vieille démocratie européenne et le deuxième un pays sorti relativement récemment des turbulences politiques,

des guerres civiles et du monopartisme communiste, sont à notre avis des exemples pertinents nous permettant de procéder à l'analyse comparative des idées et valeurs de droite dans des contextes nationaux, religieux et culturels différents, mais néanmoins suffisamment proches pour que cette analyse comparative puissent avoir du sens.

« Si certains veulent mourir pour les idées, les partis politiques vivent pour elles ».¹ Ce constat, très juste à première vue, apparaît comme une vérité générale devant faire partie intégrante de l'ADN de chaque parti politique. Mais, quel que soit le parti politique soumis à l'analyse, les idées, nonobstant toute leur importance irréfutable, ne représentent qu'un élément, un seul parmi tant d'autres dans le fonctionnement d'un parti.

Tout d'abord, mettons en avant un fait qu'exige l'honnêteté intellectuelle élémentaire : le clivage gauche/droite n'a ni la même importance, ni le même développement historique, ni la même portée en France d'un côté, et en Serbie de l'autre. En France, vu qu'il s'agit du pays dans lequel ledit clivage a vu le jour pendant la Révolution de 1789², elle représente toujours, nonobstant certaines voix déniaient sa pertinence, l'axe principale de positionnement sur l'échiquier politique. En Serbie, eu égard au contexte socio-politique radicalement différent, ce clivage n'est pas enraciné à notre sens si profondément dans la sphère publique, bien que certaines invocations, assez sporadiques il est vrai, des notions gauche/droite soient à noter dans le discours politique.

De même, indépendamment du fait que notre article concerne la période contemporaine, les points de départs ne sont pas identiques pour les deux pays: pour la France c'est l'année 1958 que nous avons choisie – l'année de la naissance du régime actuel de la V^e République – alors que pour la Serbie c'est l'année 1990 qui y

¹ Thomas Hochmann, «La liberté idéologique des partis politiques», in *Le droit interne des partis politiques*, sous la direction de Julie Benetti, Anne Levade et Dominique Rousseau, Mareš Martin, 2017, p. 25.

² Selon l'explication classique, les adversaires du veto royal dans la Révolution étaient assis du côté gauche du Parlement à l'époque, alors que ses partisans occupaient le côté droit de l'hémicycle.

aurait le plus de sens comme point de départ, cette date représentant le retour du pluralisme politique et du renouveau démocratique.

Le regard sur la droite en France

« La France, ce pays où les opinions sont si diverses et si nuancées qu'aucune d'entre elles ne peut espérer l'emporter assez nettement par le suffrage universel pour gouverner par ses seuls moyens ». ³ Quand on prend en considération ce propos très perspicace, et avant tout exact, prononcé par François Mitterrand il y a plus d'un demi-siècle, on se rend alors compte de la complexité de cette tâche d'analyser de manière approfondie les idées politiques en France, dans toutes leurs nuances nombreuses, des couches ajoutées au fil du temps, ainsi que le grand nombre de leurs représentants – il s'agissait parfois de micro – formations politiques. Si l'on y ajoute cette réflexion d'Alain Duhamel, fin connaisseur de la vie politique française depuis plusieurs décennies, selon laquelle « le premier parti de France a toujours été le parti des mécontents. C'est vrai sous l'Ancien Régime, c'est aussi vrai depuis la Révolution » ⁴, on peut facilement imaginer toute la complexité du paysage politique français.

D'autre part, si comme l'affirme Maurice Duverger, « tout gouvernement tend vers le conservatisme, parce qu'il est plus difficile d'innover que de maintenir » ⁵, alors il y a vraiment lieu de se consacrer à l'étude de la droite, en l'occurrence en France et en Serbie, eu égard notamment à une identification très répandue que l'on effectue entre ces deux notions (droite-conservatisme).

L'un des traits saillants de la droite française que beaucoup n'oublie pas de mettre en avant concerne un certain culte (ou bien une culture) du « chef », cette volonté d'accorder une grande confiance à une personne choisie pour incarner au mieux les valeurs et les idées de la droite. Corrélativement à ce constat, la gauche serait dépourvue par sa nature politique d'une telle vision du « guide

³ François Mitterrand, *Le coup d'état permanent*, Les Belles Lettres, 1964, p. 39.

⁴ Alain Duhamel, *Les pathologies politiques françaises*, Plon, 2016, p. 147.

⁵ Maurice Duverger, *La République des citoyens*, Editions Ramsey, 1982, p.280.

». Aucun chercheur avisé des phénomènes politiques ne devrait être trop surpris par cette donnée, à notre sens incontournable, pour ne pas dire essentielle. Dans ce contexte, il convient d'invoquer le célèbre sociologue allemand Max Weber: «Du point de vue psychologique, une des forces motrices les plus importantes de tout parti politique consiste dans la satisfaction que l'homme éprouve à travailler avec le dévouement d'un croyant au succès de la cause d'une personnalité et non pas tellement au profit des médiocrités abstraites d'un programme. C'est justement en cela que réside le pouvoir «charismatique» d'un chef.⁶

En France, la droite a effectivement parcouru un chemin très particulier après la Deuxième Guerre mondiale. Dans ce contexte, il convient de se rappeler les paroles de cet illustre juriste et politiste français qu'était Maurice Duverger, datant des années 1960: « En France, nul ne veut s'avouer à droite : tout le monde veut être à gauche ou au moins au centre ».⁷ Et il ajoute : « La gauche a obtenu un grand succès en parvenant à culpabiliser la droite ».⁸ Un autre témoignage assez similaire au précédent vient d'Edouard Balladur, ancien Premier ministre et figure de proue de la droite dans les années 1990: « Depuis la Libération, la gauche, imprégnée par le marxisme ou influencée par lui n'a pas souvent été politiquement majoritaire mais a toujours dominé le domaine de la pensée politique ».⁹ Ce phénomène est né comme le produit d'un certain stigmat, d'une condamnation qu'a subie la droite française sur le fondement des événements au cours de la Deuxième Guerre mondiale pendant laquelle un certain nombre, nullement négligeable d'ailleurs, de membres ou de sympathisants de cette idéologie a collaboré avec l'occupant à travers le mouvement du maréchal Pétain.¹⁰

⁶ Max Weber, *Le savant et la politique*, Plon, 1969, p.172.

⁷ Maurice Duverger, *Institutions politiques*, PUF, 1966., p. 126.

⁸ *Ibidem*, p.126.

⁹ Edouard Balladur, *Caractère de la France*, Plon, 1997, p.185.

¹⁰ Bien que les choses ne soient aucunement univoques ici, car nombre de membres et de sympathisants des mouvements de droite a également participé dans la Résistance, ce qui est un fait parfois oublié ou négligé.

De même, quand on parle de cette famille politique, soulignons le fait que la droite française a complètement accepté, au prix de certaines résistances plus ou moins prononcées, les acquis de la Révolution de 1789 ainsi que le régime républicain ; dans ce sens, on peut constater que la droite antirévolutionnaire et monarchiste semble historiquement dépassée.¹¹ Dans ce sens, eu égard à la période contemporaine qui nous intéresse ici, la fameuse classification de la droite française effectuée jadis par l'historien René Rémond, qui distinguait la droite légitimiste, la droite orléaniste et la droite bonapartiste, est dans ce contexte peu pertinente.

D'autre part, la droite en France pâtit depuis des années d'un problème d'identification d'un certain nombre de partis politiques avec elle. A titre d'exemple, même un Charles de Gaulle, fondateur de la Cinquième République, ne voulait pas être identifié à la droite, bien que la plus grande partie de l'opinion publique et de ses adversaires politiques le percevaient comme tel.¹² Dans ce contexte, il faut relever ses propos venant de la campagne présidentielle de 1965 : « Je ne suis pas de droite, je ne suis pas de gauche, je suis pour la France ». Et effectivement, plusieurs décennies se sont écoulées avant que cette notion n'ait perdu cette dimension « récriminatoire ».¹³

En termes généraux, la droite française pourrait être divisée en trois catégories : le centre droit, la droite « classique » ou traditionnelle et la droite extrême. La seule grosse tentative de regroupement des partis de droite depuis plusieurs décennies est arrivée en 2002 avec la formation d'un grand parti destiné à englober la droite traditionnelle et le centre droit ; il s'agissait de l'Union du mouvement populaire (UMP), née de la fusion du Rassemblement

¹¹ Mais compte tenu de cette simple vérité que l'histoire ne connaît pas de fins définitives, on va s'abstenir de constater que cette droite-là a subi la défaite irrévocable pour toujours.

¹² Dušan Gujaničić, „Politička ideologija degolizma“, *Politička revija*, 1/2018, str. 127-152.

¹³ Ce qui est un fait confirmé par François Fillon, ancien premier ministre, considéré plus ou moins comme un conservateur classique, qui disait que l'ensemble de l'élite intellectuelle (ou tout ce que l'on sous-entend ordinairement par ce vocable), notamment celle en provenance des hautes écoles les plus éminentes, regardait avec mépris les individus déclarés à droite pendant les années 1970.

pour la République (RPR) et de l'Union pour la démocratie française (UDF). D'autre part, de nos jours il y a trois partis majeurs de droite en France qui doivent être mentionnés : « Les Républicains » comme parti représentant ce que l'on estime être encore la droite traditionnelle, de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy et des anciens premiers ministres François Fillon et Alain Juppé qui, au moment où nous écrivons ces lignes, n'a toujours pas son nouveau chef en raison de la défaite aux élections européennes de 2019 ; « Debout la France ! » de Nicolas Dupont-Aignan ; et le « Rassemblement national » de Marine Le Pen (anciennement « Front national »).¹⁴ La question du centre droit en France, eu égard à sa nature hybride qui dépasse le cadre du présent article, ne sera pas soulevée cette fois-ci, comme ce sera le cas aussi avec des mouvements mineurs droitiers en dehors du parlement qui, du moins pour le moment, n'ont ni un socle sociologique puissant ni l'envergure politique.

Ce qu'il est nécessaire de souligner ici sans aucun doute est une sorte de tournant culturel et sociologique en France, notamment après les années 2000 qui a consisté à positionner au centre du débat politique et de l'attention sociale certains sujets que l'on met en rapport habituellement avec les forces de droite en France, par exemple la nation, l'identité, l'immigration. D'un côté, les difficultés objectives dans la société causées par l'insuffisante intégration d'une partie de la population musulmane issue de l'immigration et les attaques terroristes en découlant, et de l'autre l'action intense et la présence médiatique des intellectuels considérés comme de droite (à titre d'exemple Éric Zemmour et Alain Finkielkraut) dont les hypothèses et les attitudes ont conquis une bonne partie de l'opinion publique, ont le plus contribué à ce phénomène qu'est le « tournant droitier ». Ce fait a même été avoué récemment par l'ancien candidat à la présidence du Parti socialiste, Benoît Hamon, qui a dit que la gauche est restée culturellement minoritaire en France, et ce après plusieurs décennies.

¹⁴ Dušan Gujaničić, « Nacionalni front Francuske – rastuća snaga evropske desnice », *Politička revija*, br. 1, 2015, str. 189-205.

A la fin de cette partie consacrée à la situation de la droite française, évoquons la question qui mérite également d'être posée et concerne l'éventuel regroupement des partis et mouvements de droite, et ce notamment en France où, depuis des décennies déjà, survit la logique du « cordon sanitaire » vis-à-vis du Rassemblement (anciennement Front) national qui a toujours suffisamment d'adeptes pour entraver toute forme de coopération approfondie. Une partie de l'opinion publique espère ouvertement une certaine union des patriotes mais, à cause des animosités partisans, manque de leader charismatiques et de la logique de résistance à l'encontre du parti de Marine Le Pen.¹⁵ Toujours présente sur une bonne partie de l'échiquier politique classé à droite, cette idée ne peut rester pour le moment qu'un objectif inaccessible. Là réside justement l'une des faiblesses majeures de la droite française, alors que la gauche française a une propension plus importante à l'ouverture et au regroupement politiques.

Le regard sur la droite en Serbie

En Serbie, à la différence de la France, le clivage droite/gauche doit être pris avec certaines réserves. Les grandes discontinuités dont souffre l'histoire contemporaine serbe, qui commence à partir de 1804, suivies de surcroît de conflits dynastiques et idéologiques violents pendant deux siècles, ainsi que certains traits de la culture politique serbe, n'ont pas permis l'éclosion des conditions nécessaires à la naissance d'un champ politique qui serait fondé sur la polarisation classique droite/gauche, comme dans le cas français. Autrement dit, « au moment de leur naissance à la fin de 1989 et au début de 1990, les élites politiques, au lieu de faire l'objet d'une distinction idéologique sophistiquée, se divisent en Serbie en parlant des identités politiques rudimentaires : communistes/non-communistes, partisans/ tchetniks, chrétiens/athées »¹⁶.

¹⁵ Dušan Gujaničić, « Nacionalni front Francuske – rastuća snaga evropske desnice », *op.cit.*, p. 193.

¹⁶ Dijana Vukomanovic, *Obnova partijskog pluralizma u Srbiji krajem XX veka*, Institut za politicke studije, 2010, p. 106.

Néanmoins, au fil du temps, à partir des années 1990, ce cli-vage¹⁷ commence à voir le jour et acquière un certain poids, une certaine légitimité, quoique toujours limités. Au (tout) début du rétablissement du pluralisme politique en Serbie, la notion de « droite » était liée quasi exclusivement à l'anticommunisme et au désir de renouveler les valeurs de l'ancienne royauté d'avant 1945, c'est-à-dire de la période précommuniste. Dans ce contexte, c'est le Mouvement serbe du renouveau (SPO en serbe) qui apparaissait comme la force monarchiste principale, qui rassemblait la majeure partie de l'opposition au régime de Slobodan Milosevic durant la dernière décennie du XXe siècle, avant de devenir une force politique très mineure de nos jours. D'autre part, le flambeau du combat de la droite, appelons-la nationaliste, pour les intérêts serbes a été repris en grande partie par le Parti radical serbe (SRS en serbe), lui aussi cultivant un discours anticommuniste prononcé, avec comme point principal de son programme politique la création de la Grande Serbie.¹⁸ De même, il convient de souligner encore la naissance d'un parti de droite dans les années 1990 résultant de la scission d'un parti fondamentalement libéral, d'aucuns diraient même centriste, qu'est le Parti démocratiqueson aile droite a formé le Parti démocratique de Serbie (DSS en serbe) en 1992, dont est issu le premier président de Serbie après Slobodan Milosevic en 2000, Vojislav Kostunica, et qui existe toujours, quoique considérablement affaibli après les dernières élections législatives, n'ayant même pas réussi à obtenir suffisamment de suffrages (5%) pour se maintenir au Parlement.

¹⁷ Relevons également ici, ne serait-ce qu'à titre anecdotique, l'emploi abusif de l'adjectif « *droitier* » par de nombreux médias en Serbie, pratique notamment courante pour désigner un groupe de supporters footballistiques ou bien de casseurs de rue lorsqu'ils commettent un incident ou une violence collective, ce qui devrait donner lieu à notre sens à une sérieuse remise en question du rôle des médias lors du façonnement des catégories et de l'usage des notions complexes.

¹⁸ Ajoutons en passant que, contrairement à un avis erroné et bien enraciné surtout dans les pays occidentaux, consistant à croire que l'idée de la Grande Serbie était commune à tous les partis politiques serbes, et notamment à ceux au pouvoir, elle caractérisait uniquement le programme politique du Parti radical serbe.

Après les grands bouleversements politiques survenus au lendemain du 5 octobre 2000, un seul mouvement de droite, digne d'être mentionné selon nous au vu de son importance et de son action, est né. C'est le mouvement Dveri, directement issu du giron de l'Eglise orthodoxe serbe et qui a toujours gardé cette dimension religieuse et cléricale, et constitue une certaine exception à cet égard parmi les mouvements et partis de droite en Serbie.

D'autre part, de graves difficultés surgiraient si l'on essayait de classer avec précision le parti aujourd'hui au pouvoir, le Parti progressiste serbe (SNS en serbe), car cette organisation, elle non plus, n'a aucune propension à proposer un corpus doctrinal défini, ce qui rend sa définition et sa classification complexes, voire impossible. Si on peut se permettre, juste un instant, d'invoquer en la matière les propos de la presse, en l'occurrence française, en tant qu'argument extrascientifique, on s'aperçoit que le Parti progressiste serbe a été défini comme un courant politique qui s'apparenterait à ce qu'on appelle en France le centre droit. Sans entrer de manière plus détaillée dans l'analyse qui dépasserait le cadre du présent article, on doit toutefois remarquer qu'une telle qualification aurait probablement ses arguments «pour» et «contre».

Or, si on devait résumer les valeurs et les idées de la droite serbe de 1990 jusqu'à présent, ce serait avant tout un souci réel ou supposé, peu importe ici, de l'intérêt national serbe dans son intégralité, avec un appui considérable sur la Russie, ensuite les valeurs sociétales traditionnelles, avec un soutien plus ou moins prononcé de la part de l'Eglise orthodoxe serbe, en tant qu'organisation la plus ancienne du peuple serbe. Ce souci est en grande partie motivé et pérennisé depuis deux à trois décennies par un fort ressentiment lié à l'injustice qu'aurait subie le peuple serbe dans les guerres en ex-Yougoslavie (1991-1999), selon l'opinion de tous les partis évoqués, puis par certaines pertes territoriales, les sanctions pluriannuelles infligées par l'Occident, l'attaquemilitaire de l'OTAN en 1999, ainsi que par de nombreuses condamnations prononcées par le Tribunal pénal international de la Haye à l'encontre des officiers et hommes politiques serbes, surreprésentés par rapport aux condamnés appartenant à toutes les autres parties

belligérantes en ex-Yougoslavie, pour en constater la culmination d'une certaine façon à l'occasion de la déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo en 2008 par les séparatistes albanais.

De même, n'oublions pas que le large discrédit qu'a subi l'idéologie de la gauche au bout de presque cinquante ans de règne communiste en Serbie, a considérablement contribué, objectivement parlant, à ce qu'une bonne partie de la population et de l'opinion publique serbes épousent les idées conservatrices.

Enfin, pour ce qui est des perspectives de la droite serbe dans l'avenir proche, les choses évoluent dans un sens également positif pour elle, mais pour des raisons quelque peu différentes par rapport à la situation en France. Nous sommes enclins à y voir trois raisons principales:

1) Tout d'abord, la société serbe est beaucoup plus conservatrice que les sociétés occidentales (y compris française), ce qui apparaît comme une évidence même à un observateur moyen. D'ailleurs, la structure patriarcale de la famille serbe (et balkanique en général) ainsi que la vie familiale dans le cadre des coopératives campagnardes jusqu'à la moitié du XXe siècle environ, ont laissé une empreinte durable sur la manière dont la population serbe appréhende les rapports personnels, politiques et sociaux dans la vie quotidienne. Dans une telle société, il est quasiment naturel et nullement surprenant que les idées de droite trouvent un écho retentissant et un grand nombre de supporters et sympathisants.

2) En deuxième lieu, nous estimons que le discrédit, très poignant et durable, que les idées de gauche ont subi en Serbie, à cause du règne dictatorial du parti communiste tout-puissant pendant presque cinquante ans, n'a pu que favoriser un retournement manifeste de l'opinion serbe vers les idées conservatrices et nationalistes à moyen, voire à long terme.

3) Enfin, c'est la présence de sujets nationaux brûlants comme par exemple celui du statut de la région de Kosovo-et-Métochie, qui contribueront à ce que les fortes revendications nationales restent toujours ou très souvent légitimes, séduisantes et justifiées pour une très large partie du peuple serbe. Bien entendu, bien que la question de Kosovo-et-Métochie demeure un nœud inextricable

à l'heure où nous écrivons ces lignes, d'autres sujets nationaux peuvent être aussi cités dans ledit contexte (tensions politiques permanentes avec la Croatie du fait de la guerre 1991-1995, présence d'un certain nombre de djihadistes en Bosnie, agression de l'OTAN contre la Serbie en 1999, etc.) qui ne font qu'ajouter des ferments au terreau déjà copieusement fertile du renforcement du sentiment national et, corrélativement, des idées conservatrices.

Bien entendu, le fort enracinement des idées de droite en Serbie ne saurait être ramené à ces trois facteurs mais il ne fait aucun doute que ces facteurs expliquent en grande partie le phénomène décrit.

Les éléments communs

Il est également important de constater que la droite ni en France ni en Serbie n'a de matrice idéologique commune, un personnage dont les préceptes ou la doctrine seraient entièrement repris et diffusés. Sachant tout cela, que reste-t-il finalement de commun?

Écartons d'emblée des liens formels et institutionnels à travers des contacts directs entre les partis et les leaders qui pratiquement n'existent pas. Car, hormis la présence de Jean-Marie Le Pen à un rassemblement du Parti radical serbe en 1997, aucun autre fait de ce type, à notre connaissance, n'est connu dans le cadre partisan. La ressemblance entre les droites française et serbe réside dans un rapprochement fondamental de leurs idées principales et vision du monde. Nous les avons classées en dans trois champs: 1) la protection de la Nation et de l'identité, 2) le souci des valeurs traditionnelles et 3) l'antiglobalisme sur le plan extérieur.¹⁹

En premier lieu, il s'agit avant tout d'une orientation très prononcée vers l'idée de nation et de protection de l'identité, en tant qu'idée majeure de chaque organisation de droite, c'est-à-dire d'une mission de transmission de l'héritage historico-culturel à la postérité. Cette orientation est suivie, toujours ou très souvent, d'un pessimisme national spécifique. Dans ce sens, évoquons l'exemple

¹⁹ Dušan Gujaničić, «Pravno-politički pogled na francusko shvatanje nacije», *Srpska politička misao*, br. 1, 2017, str. 299-320.

d'une phrase que nous trouvons dans le programme politique du Parti démocratique de Serbie (DSS), dans laquelle on peut lire que la Serbie est « territorialement amputée, politiquement désemparee et spirituellement déracinée »²⁰. Un pessimisme relativement proche peut être observé chez leurs homologues français, où l'on parle du « déclin national », de la perte de la puissance française avec cette remarque si souvent citée que « c'était mieux avant », ce qui a donné lieu dans son ensemble au «déclinisme», un néologisme récemment forgé décrivant ledit phénomène. Ce qui a fait dire à Bernard Maris, journaliste et intellectuel de gauche tragiquement disparu lors du massacre contre la rédaction du Charlie Hebdo en 2015, avec l'humour incisif qui caractérisait sa pensée: «La droite parle de la France comme d'une douleur, d'un mal de dos».²¹

La seconde similitude que l'on observe est l'insistance sur les valeurs traditionnelles et sur la sauvegarde de la famille classique. C'est ainsi que l'on constate, dans la programme de « Dveri », le désir que la maternité soit considérée comme un métier à part entière et, que la promotion de l'homosexualité soit interdite. La même revendication, quoiqu'exprimée peut-être de façon plus nuancée, se trouve également dans les programmes des partis de droite français, sous la forme d'un très fort attachement à la famille, considérée comme cellule de base de la société. Dans le cadre de ces valeurs, il conviendrait aussi de mettre en avant l'insistance sur la notion d'autorité, une composante incontournable de l'idéologie de droite, bien qu'elle soit pour l'instant plus prononcée chez les forces françaises de droite, en raison de l'effondrement proclamé de l'autorité dans de nombreux domaines de la société.

Sur le plan extérieur, certaines similitudes pourraient également être dégagées. Elles concernent en premier lieu le combat pour l'établissement d'un monde multipolaire et notamment le maintien des bonnes relations avec la Russie. Avec cette différence inévitable que, contrairement à la droite en Serbie, celle en France n'est pas unanime. La tendance évoquée vaut assurément pour le Rassemblement national et Debout la France! alors que chez les

²⁰ <http://www.dss.rs/srp/o-nama/dss-izbliza/program-stranke/>

²¹ Bernard Maris, *Et si on aimait la France*, Grasset, 2014, p.17.

Républicains les choses sont un peu plus complexes car, outre le courant souverainiste, il existe également un courant plutôt euhophile, voire dans une moindre mesure atlantiste, représenté par certains individus haut placés au sein du parti.

Conclusion

Au terme de cette contribution, il semble possible de conclure que « l'esprit du temps » (le fameux *zeitgeist* allemand) est propice au renforcement des idées et valeurs de droite. D'abord en France, dans cette période de crise de l'identité nationale, d'aliénation culturelle, de dégradation de l'éducation classique, de déclin de la famille traditionnelle, d'effondrement de l'autorité dans beaucoup de champs (ce qui inclut à titre d'exemple le père de famille, l'instituteur à l'école, le policier dans la rue, etc.), les idées et valeurs de droite apparaissent comme un refuge pour un nombre grandissant d'individus, une sorte de « retour aux sources », en tant que sentiment largement partagé par de nombreux partis et mouvements de droite en France.

D'autre part en Serbie, comme on l'a souligné préalablement dans l'article, trois phénomènes principaux contribuent, et contribueront à notre avis dans l'avenir, à ce que les idées et valeurs de droite restent largement acceptés par les citoyens et légitimés dans la grande partie de l'opinion public.

La tâche des scientifiques est naturellement de suivre attentivement ce processus complexe et intéressant afin de contribuer aux connaissances approfondies dudit phénomène.

Bibliographie

Balladur, Edouard, *Caractère de la France*, Plon, 1997.

Duhamel, Alain, *Les pathologies politiques françaises*, Plon, 2016.

Duverger, Maurice, *Institutions politiques*, PUF, 1966.

Duverger, Maurice, *La République des citoyens*, Editions Ramsey, 1982.

Gujaničić, Dušan, "Pravno-politički pogled na francusko shvatanje nacije", *Srpska politička misao*, br. 1, 2017, str. 299-320.

Gujaničić, Dušan, "Nacionalni front Francuske – rastuća snaga evropske desnice", *Politička revija*, br. 1, 2015, str. 189-205.

Gujaničić, Dušan, „Politička ideologija degolizma“, *Politička revija*, br.1, 2018, str. 127-152.

<https://doi.org/10.22182/pr.5512018.6>

Hochmann, Thomas, « La liberté idéologique des partis politiques », *Le droit interne des partis politiques*, sous la direction de Julie Benetti, Anne Levade et Dominique Rousseau, Mareš Martin, 2017

Maris, Bernard, *Et si on aimait la France*, Grasset, 2014.

Mitterrand, François, *Le coup d'état permanent*, Les Belles Lettres, 1964.

Vukomanovic, Dijana, *Obnova partijskog pluralizma u Srbiji krajem XX veka*, Institut za politicke studije, 2010.

Weber, Max, *Le savant et la politique*, Plon, 1959. <http://www.dss.rs/srp/o-nama/dss-izbliza/program-stranke/>

Summary

RIGHT-WING PARTIES IN FRANCE AND SERBIA: IDEAS, VALUES, ACTION

The right wing in France and Serbia, as part of a broader European phenomenon, has a number of similarities in the realm of values and ideas on the one hand, but also a different inception and socio-historical development on the other. Primarily, it is always necessary to keep in mind that the fundamental political division between right and left is much more consistently expressed in France, seeing as it is the historical cradle of this divide since the Great revolution of 1789. A certain problem of identifying with the right has existed in this country for several decades after World War II, when in the wake of collaboration with the occupier, a certain number of members and sympathizers of right-wing parties found it inadvisable to invoke the concept of the right. In Serbia, on the other hand, due to an almost half-century of communist single party dictatorship, there were no real foundations for the division between left and right to emerge before 1990, when the first multi-party elections were held. However, what really brings the right wing in France and Serbia together is, according to our opinion, primarily the connection to three founding ideas: 1) protection of the nation and its identity; 2) care for traditional values of society, and 3) anti-globalist action. In the French case, due to several centuries of deterioration of national identity, the decline of classical education, the destruction of the traditional family and the degrading of the concept of authority in many spheres, a fertile soil was created for a visible rise of right-wing ideas and movements in the past years. In Serbia, however, traditional patriarchal society, half a century of communist dictatorship and burning national questions (foremost among them, the status of Kosovo and Metohija) enabled the commitment of a considerable number of

citizens toward right-wing parties and movements. Considering that the zeitgeist seems to favor the development and strengthening of conservative (right-wing) ideas and movements, researchers are left with carefully following and analyzing this interesting and dynamic phenomenon.

Key words: law, ideas, values, tradition, heritage.

САЖЕТАК**ДЕСНИЦА У ФРАНЦУСКОЈ И У СРБИЈИ
ИДЕЈЕ, ВРЕДНОСТИ, ДЕЛОВАЊЕ**

Десница у Француској и Србији, као део ширег европског феномена, има низ сличности у домену вредности и идеја, с једне стране, али и различит настанак и друштвено-историјски развој, с друге. Пре свега, увек је потребно имати на уму да је фундаментална политичка подела између деснице и левице много доследније изражена у Француској, будући да је она историјска колевка ове поделе од Велике револуције 1789. Одређен проблем поистовећивања са десница у овој земљи постоји већ неколико деценија након Другог светског рата, када је у јеку сарадње са окупатором одређени број чланова и симпатизера десничарских партија сматрао неприпоручљивим позивање на концепт деснице. У Србији, с друге стране, због скоро полувековне комунистичке једнопартијске диктатуре, није било правих основа да се подела на левицу и десницу појави пре 1990. године, када су одржани први вишестраначки избори. Међутим, оно што заиста спаја десницу у Француској и Србији је, по нашем мишљењу, пре свега веза са три темељне идеје: 1) заштита нације и њеног идентитета; 2) брига о традиционалним вредностима друштва и 3) антиглобалистичко деловање. У француском случају, услед вишевековног пропадања националног идентитета, опадања класичног образовања, уништења традиционалне породице и деградације концепта ауторитета у многим сферама, створено је плодно тло за видљив успон идеје и покрета деснице протеклих година. У Србији, међутим, традиционално патријархално друштво, пола века комунистичке диктатуре и горућих националних питања (пре свега статус Косова и Метохије) омогућили су приврженост значајног броја грађана десничарским партијама

и покретима. С обзиром на то да дух времена изгледа фаворизује развој и јачање конзервативних (десничарских) идеја и покрета, истраживачима остаје да пажљиво прате и анализирају овај занимљив и динамичан феномен.

Кључне речи: право, идеје, вредности, традиција, наслеђе.
